

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 30 OCTOBRE 2012

Nombre de Conseillers : 19

Présents : 11

Pouvoir : 0

L'an deux mille douze et le trente octobre, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, EGENSCHWILLER Sabine, PELLERIN Annick, DOTTA Stéphane, BUISINE Serge, HILY Guy.

Absents et excusés :

WEISS Elisabeth,

BLANC Aymeric-Numa,

BESSONE Eric,

LAMBERT CONSTANT Eliane,

LACREUSE Brigitte,

MATI Chantal,

GIROUD Patrick,

FILERI Grégory.

Désignation du secrétaire de séance : Mme Annick PELLERIN

Lecture du compte rendu : Adopté avec observations :

- Monsieur DOTTA Stéphane était présent lors du conseil municipal.
- C'est M. MARTIN Alain et non M. LE MAIRE qui a présenté les points 5 « Avis sur le rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public d'eau potable » et 6 « Avis sur le rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public d'eau assainie »

Monsieur Le Maire retire reporte le point 2 « Modification délibération du 20.02.2005 créant l'emploi technique non complet (80%) », dans l'attente du visa du C.T.P. (Centre de Gestion 83)

1. CREATION DE DEUX EMPLOIS D'AGENT NON TITULAIRE A TEMPS NON COMPLET POUR 26 H HEBDOMADAIRES CONSIDERANT LE SURCROIT D'ACTIVITE

Considérant que le bon fonctionnement des services de la mairie implique le recrutement de deux agents contractuels,

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant :

Considérant qu'il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services même s'il s'agit de modifier le tableau des effectifs,

Considérant la nécessité de créer deux emplois non permanent d'agent polyvalent, pour accroissement temporaire d'activité rémunéré sur le grade d'Adjoint Technique de 2^{ème} classe à temps non complet à compter du 1er novembre 2012,

Monsieur le Maire expose que la création de ces postes permettraient de répondre aux besoins indispensables au bon fonctionnement des services Techniques,

Après en avoir délibéré, Le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De créer deux postes d'agent non titulaire à temps non complet pour 26 heures hebdomadaires pour faire face à un besoin lié à l'accroissement temporaire d'activité,

ARTICLE SECOND : Que la rémunération s'effectuera par référence aux grilles indiciaires afférentes, grade d'Adjoint Technique 2^{ème} Classe 1^{er} échelon.

ARTICLE TROISIEME : De charger Monsieur le Maire de procéder au recrutement.

Adopté à l'unanimité

2. <u>MODIFICATION DELIBERATION DU 01.10.2012 CONVENTION D'OUVERTURE D'UNE LIGNE DE TRESORERIE A CONCLURE AVEC LA BANQUE POSTALE</u>

Monsieur Garcia donne lecture du projet de délibération.

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'assemblée délibérante son vote du 1^{er} octobre dernier ayant trait à la conclusion de la Convention d'ouverture d'une ligne de trésorerie auprès de la banque postale.

Il explique en ce sens que cette ligne de trésorerie porte sur le financement des besoins ponctuels de trésorerie, ceci afin de respecter la réglementation en vigueur notamment l'article 98 du code des marchés publics qui prévoit que le délai global de paiement d'un marché public ne peut excéder 30 jours.

La Banque postale a modifié son offre, plus favorable à la Commune.

Il est donc proposé de délibérer de nouveau.

Le Conseil Municipal, en date du après avoir pris connaissance de l'offre de financement et de la proposition de contrat de La Banque Postale, et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De conclure la Convention d'ouverture d'une ligne de trésorerie auprès de la banque postale dont les principales caractéristiques sont :

Prêteur :	La Banque Postale
Nature du produit :	Ligne de Trésorerie utilisable par tirages
Montant de la ligne de Trésorerie :	200 000 €
Durée du contrat :	364 jours
Date d'effet du contrat :	30/10/2012
Date d'échéance du contrat :	29/10/2013
Taux applicable :	EONIA assorti d'une marge de 1.75 %
Base de calcul :	Exact/360 jours
Commission d'engagement :	1 000 €
Commission de non utilisation :	0.30 %
Taux Effectif Global (TEG) :	2.380
Modalités d'utilisation :	se référer article 6 du contrat modalités d'utilisation

ARTICLE SECOND : Monsieur le Maire est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative à la ligne de trésorerie décrite ci-dessus à intervenir avec La Banque Postale, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans le contrat de ligne de trésorerie et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Adopté à l'unanimité

3. <u>MODIFICATION DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES SERVICES DE L'ETAT POUR L'INSTRUCTION DES DEMANDES D'URBANISME</u>

Monsieur le maire expose qu'il a reçu ce jour les services de la D.D.T.M. qu'ainsi, la Commune ayant dépassé la strate de 2000 habitants, la mise à disposition des services de l'Etat sera désormais partielle soit uniquement l'instruction des Permis de construire.

CONSIDERANT que la Commune du Thoronet est compétente en matière de délivrance des autorisations d'urbanisme à l'exception de celles mentionnées à l'article L 422-2 du Code de l'urbanisme.

CONSIDERANT qu'en application de l'article L422-8 du même code, le maire peut disposer gratuitement des services déconcentrés de l'Etat pour l'étude technique de celles des demandes de permis ou des déclarations préalables dont la décision relève de sa compétence et qui lui paraissent justifier l'assistance des services.

CONSIDERANT cependant que cet article ne vise pas les certificats d'urbanisme, ni les déclarations préalables,

Il convient dès lors de modifier la convention conclue par délibération en date du 3 septembre 2007.

Mme EGENSCHWILLER Sabine souhaite connaître la nouvelle organisation du service urbanisme en conséquence; il lui est répondu que cela n'engendrera aucune modification.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : De confier l'instruction des autorisations et actes relatifs à l'occupation du sol tels que définis à l'article L422-8 du Code de l'urbanisme, à la direction départementale des territoires et de la mer (D.D.T.M)

ARTICLE SECOND : De l'autoriser à signer la convention qui définit les modalités de travail en commun entre le maire, autorité territoriale compétente, et la DDTM, service instructeur.

Adopté à l'unanimité

4. ADHESION FEDERATION DES VILLES FRANÇAISES OLEICOLES

Sur le rapport de Monsieur le Maire, exposant :

La Fédération des Villes Françaises Oléicoles, FEVIFO, s'est constituée en 1998 à l'initiative de plusieurs élus soucieux de défendre l'olivier et ses produits.

A but non lucratif, l'association a pour objectif premier d'établir un réseau reliant les villes françaises oléicoles, mais également de rendre actives leurs relations et de regrouper les initiatives pour soutenir, promouvoir et valoriser l'image de la production, la transformation des olives et des huiles d'olive françaises, ainsi que les paysages et l'environnement.

C'est aux côtés des professionnels et en relation avec les instances politiques représentatives de la filière oléicole que la FEVIFO souhaite aujourd'hui se positionner. Grâce à diverses actions de promotion, d'information, d'échange ou encore de protection, l'association s'engage à soutenir le tissu oléicole français. Lobbying, réflexion et valorisation des villes oléicoles françaises sont donc les axes forts de l'association.

La majorité des communes oléicoles adhérentes sont rurales ou semi-rurales et réparties sur une zone géographique étendue couvrant :

- 4 régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Rhône-Alpes et Corse;
- Et 12 départements : Alpes de Haute-Provence, Alpes-Maritimes, Ardèche, Aude, Bouches-du-Rhône, Corse, Drôme, Hérault, Gard, Pyrénées Orientales, Var, Vaucluse.

Son siège est basé à Nyons.

Il est proposé aux membres de l'assemblée délibérante d'adhérer à la fédération des villes françaises oléicoles, la cotisation 2012 s'élevant à 100€.

Mme EGENSCHWILLER Sabine souhaite connaître les possibilités d'intégration au conseil d'administration ; une demande sera réalisée en ce sens.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

DECIDE

ARTICLE PREMIER : D'adhérer à la fédération des villes françaises oléicoles.

ARTICLE SECOND : D'autoriser Monsieur le Maire à réaliser l'ensemble des procédures afférentes à la présente décision.

Adopté à l'unanimité

INFORMATIONS DIVERSES

Départ de Monsieur Guy HILY à 19h40.

Par Monsieur Le Maire :

- Monsieur le Maire réalise le bilan des inondations suite aux intempéries du 26.10.12 qui ont provoqué une vague de boue générant d'importants sinistres qu'il s'agisse des résidences de particuliers, des véhicules tout comme des bâtiments de service public. Le groupe scolaire Lucie Aubrac a vu son mur d'enceinte et sa cour d'école s'effondrer, les classes inondées de boue, tout comme la Maison des Jeunes et le bâtiment des services techniques municipaux, inondés jusqu'à 1m60, détruisant les engins, véhicules et matériels.

Le hameau de Beylesse a été également très touché, le logis familial varois a été sollicité afin qu'une solution sécurisante soit trouvée.

En complément de l'action efficace des Pompiers, le personnel municipal, les membres du C.C.F.F. thoronéen, les élus se sont mobilisés, portant assistance à de nombreux administrés dont les demeures ont été envahies par les eaux.

Ainsi, Monsieur le Maire tient particulièrement à remercier toutes ses personnes et surtout les nombreux bénévoles (dont les parents d'élèves) qui par leur action ont permis de rendre un visage humain à cette catastrophe, sans perte humaine heureusement.

Dès le 29/10/2012, il a été demandé le classement de la Commune du Thoronet en état de catastrophe naturelle auprès du Préfet du Var, demande relayée par le sous préfet de Draguignan venu sur place constater l'étendue des dégâts.

- Courrier de la Fédération de Union Nationale des Combattants et invitation à la cérémonie commémorative du 11 Novembre.
- Lecture du courrier de « Orange » portant sur la demande prorogation des permissions de voiries.
- Remerciements de M. Gilbert GEOFFROY et conservation du souvenir des Mines de Bauxites.

Par Mme LEBORGNE Sylvie :

- Un débat a lieu s'agissant de la création d'un écomusée de l'histoire du Thoronet notamment « des Moines blancs aux Gueules rouges du Thoronet »

Le réseau équidé du Conseil général se développe notamment sur le territoire de la Commune, une convention sera réalisée avec les domaines de Sainte croix, la Manuelle, un paddock sera créé à proximité du Clos des médiévales permettant l'accueil de ces randonneurs équestres.

Proposition de location d'un bâtiment de 280 m² pour l'installation de la salle des fêtes ; le coût d'aménagement et de location étant bien moindre comparativement à la construction d'une telle structure, financièrement très lourde de par la crise économique actuelle.

Mesdames LEBORGNE, PELLERIN, Messieurs GARCIA, DOTTA, CAZZOLA, MARTIN se concerteront pour l'étude de ce projet.

Par M. GARCIA Eric :

- La future Présidente de la future école de musique a réalisé une nouvelle proposition soit 28 élèves et n'apprentissage uniquement du piano, de la batterie et solfège outre l'éveil musical avec une demande de participation municipale annuelle à hauteur de 5923 €. Le problème d'absence de local n'est pas résolu ; cela fera l'objet d'une étude financière globale.

Séance clôturée à 20h10.

La secrétaire de séance

Mme Annick PELLERIN